



© Un drone CH-4 Rainbow, présenté lors du China International Aviation & Aerospace Exhibition à Zhuhai, en Chine, le 8 novembre 2022. © Miyuki Yoshioka/Yomiuri/The Yomiuri Shimbun via AFP

Crise du M23 : la guerre des drones s'intensifie

Rapport mensuel
Baromètre sécuritaire du Kivu

Février 2026

Crise du M23 : la guerre des drones s'intensifie

Résumé

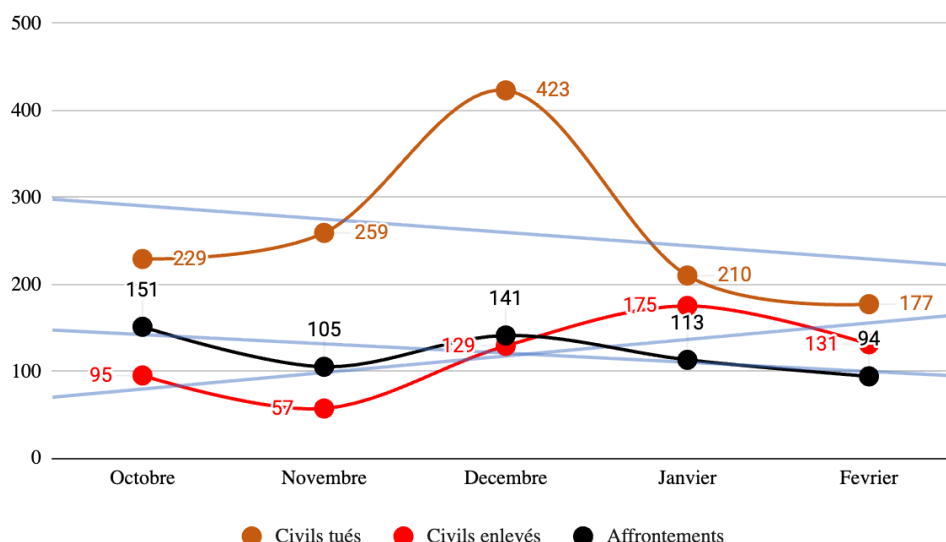
Au cours du mois de février 2026, le Baromètre sécuritaire du Kivu a documenté au moins 207 incidents sécuritaires, dont 94 affrontements armés, 29 enlèvements et 84 tueries de civils. Bien que ce total mensuel soit le plus bas depuis octobre 2025, il ne traduit pas pour autant une amélioration de la situation sécuritaire dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC). D'une part, le mois de février, plus court, enregistre mécaniquement moins d'incidents que les autres. D'autre part, certains actes de guerre qui se sont produits parfois hors de la zone de couverture du projet et sans faire de victime, comme les attaques de drone kamikazes sur l'aéroport de Kisangani n'apparaissent pas dans ces données mais témoignent néanmoins d'une intensification du conflit.

L'Alliance fleuve Congo/ Mouvement du 23 mars (AFC/M23) et l'armée rwandaise ont été impliqués dans la majorité des affrontements armés (48 sur 92). Ils se sont notamment concentrés sur le territoire Masisi, au Nord-Kivu avec 28 incidents documentés, soit près d'un tiers du total. L'AFC/M23 a également revendiqué de nouvelles attaques de drone sur l'aéroport de Kisangani, principal centre de commandement des drones des Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC). Ceci n'a pas empêché les FARDC d'intensifier leur usage de drones contre l'AFC/M23, lui infligeant des pertes significatives.

Les Forces démocratiques alliées (ADF) ont été auteurs de la majorité des homicides (56 civils tués) et des enlèvements perpétrés par des acteurs armés durant la période.

Dans la province de l'Ituri, les combattants de la Convention pour la révolution populaire (CRP) ont poursuivi leurs actions violentes. Ils ciblent désormais des civils, y compris des notables issus de la communauté Hema, qu'ils prétendent protéger. Les combattants de la Coopérative pour le développement du Congo (Codeco) ont en revanche continué à observer une certaine retenue.

Évolution de la violence dans l'est de la RDC (octobre 2025 – février 2026)



M23 : les offensives aériennes s'intensifient

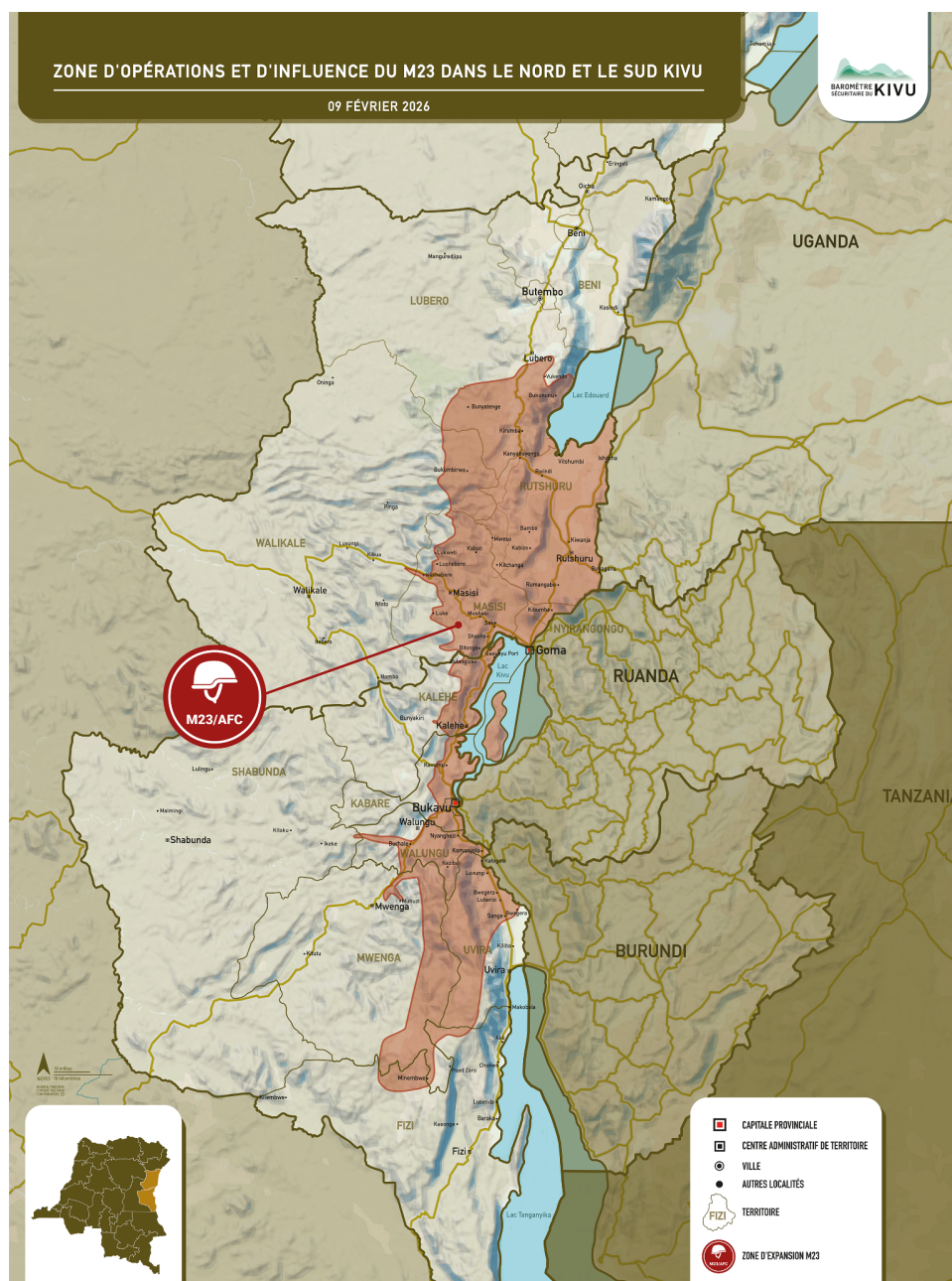
Les principales lignes de front entre la coalition gouvernementale et l'AFC-M23/Forces de défense rwandaises (RDF) sont demeurées figées et aucune reconfiguration territoriale majeure n'a été enregistrée depuis le retrait des troupes de la rébellion de la ville d'Uvira en janvier. Ceci ne signifie toutefois pas une accalmie. L'utilisation des vecteurs aériens par toutes les parties au conflit du M23 est de plus en plus fréquente. Le 1er et le 5 février, l'aéroport international de Bangboka, dans la ville de Kisangani, a été cible d'une série d'attaques par drones kamikaze, revendiquée par la rébellion de l'AFC/M23.

Elle visait, selon les rebelles, le centre de commandement des drones de l'armée congolaise. Ces engins auraient été abattus par les FARDC et leurs alliés sans faire de dégâts, selon des sources sécuritaires. Le 24 février, les FARDC ont ciblé une maison située dans la ferme de Kishusha près de la cité minière de Rubaya, en territoire de Masisi dans la province du Nord-Kivu. Selon plusieurs sources concordantes, une réunion du commandement militaire de la rébellion s'y tenait. L'attaque de a fait au moins neuf morts, dont le « colonel » Willy Ngoma, porte-parole militaire du M23.

Les affrontements se sont également poursuivis, notamment entre le M23 et les Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR). Le 1er février, dans le territoire de Rutshuru, au village Chahi, des combattants du M23 en patrouille sont tombés dans une embuscade tendue par des éléments des FDLR. Il pourrait s'agir de représailles suite aux attaques du M23 sur leurs positions survenues au mois de janvier. Les affrontements ont duré près d'une heure avant que les combattants FDLR ne se replient vers le Parc national des Virunga (PNVi). Le 8 février, dans le même village, les combattants du M23 ont attaqué des positions tenues par les FDLR. Les échanges de tirs ont duré près de quatre heures. Par crainte de représailles, les habitants ont déserté leurs villages. Aucun bilan humain n'a été rapporté. Le 3 février, dans le groupement Mutanda, au village Kabuhendo, des combattants du M23 ont attaqué des positions occupées par les FDLR. Les affrontements ont duré environ deux heures avant que les FDLR ne se replient en direction du PNVi. Le lendemain, 4 février, dans le même village, les FDLR ont tenté de reprendre leurs positions. Ils sont alors tombés dans une embuscade tendue par les combattants du M23. Les affrontements qui ont suivi ont fait quatre morts dans les rangs des FDLR, qui ont ensuite été dispersés.

Des exactions sommaires ciblées contre les civils continuent aussi d'être rapportées.

À la suite des affrontements ayant opposé les *Wazalendo* Kamama au M23 le 18 février à Lemera dans le territoire d'Uvira, des opérations de ratissage menées par le M23 ont été suivies de plusieurs exécutions sommaires. La Croix-Rouge locale a procédé à l'inhumation de 11 corps, tous des hommes.



Les ADF poursuivent leurs tueries

Malgré une légère baisse du nombre de victimes civiles par rapport au mois de janvier, les ADF sont restés le groupe le plus meurtrier dans la zone couverte par le projet KST. Ils ont tué au moins 56 civils au cours du mois de février, dont 32 en territoire de Lubero (le centre de gravité habituel des massacres ces derniers mois), 23 en territoire de Beni et un en territoire d'Irumu. Les ADF sont également responsables de l'enlèvement d'au moins seize civils et ont été impliqués dans cinq affrontements contre les FARDC et les *Wazalendo*.

Le territoire de Mambasa a connu plusieurs mouvements de troupes des ADF, mais relativement peu d'exactions, hormis la collecte de paiement pour des « jetons » et les taxes d'exploitation que les rebelles imposent aux populations locales depuis novembre 2025.

Ailleurs, les ADF ont continué à commettre des tueries, dont notamment des embuscades sur les axes secondaires fréquentés par des motos, et des destructions d'infrastructures civiles.

Lors d'une attaque ADF au village Mamove, le 1er février, deux hommes ont été tués, et 10 maisons d'habitation ainsi que 57 boutiques et dépôt de marchandise ont été incendiées. Le 3 février dans le territoire de Beni, les ADF ont tué quatre agriculteurs sur le tronçon Oicha-Mamove, à Malibo. Les assaillants ont également brûlé huit motos. Le même jour, les ADF ont fait une incursion au village Mulolya où ils ont tué huit civils dont une femme. Le 5 février, les ADF ont fait une incursion dans la commune d'Oicha, où ils ont tué deux hommes et brûlé quatre motos au quartier Mabasele avant de se retirer. Au village de Mangadu, les ADF ont tué cinq personnes, dont une femme, le 10 février. Le 12 février, sur l'axe routier Mbau-Mandumbi, deux motocyclistes ont été tués par des ADF à Ilimba. Les assaillants ont aussi brûlé leur moto.

À Mambimbi et Boti, le 6 février, au moins 16 personnes ont été tuées par les ADF, qui ont également incendié sept maisons. Ces incursions ont provoqué un déplacement massif de la population locale et un nombre élevé d'autres personnes sont portées disparues. Le 7 février, les corps de six des personnes enlevées ont été retrouvés décapités, et le 10 février quatre corps supplémentaires ont été retrouvés.

Le 27 février, dans le territoire d'Irumu, des combattants ADF ont attaqué une position des FARDC au village Machongani, sur l'axe Luna-Komanda. Le bilan fait état de deux militaires FARDC tués. Une épouse de militaire a également été tuée sur le champ, tandis qu'une autre est décédée des suites de blessures par balle et une troisième a été grièvement blessée. Lors de cette attaque, les assaillants ont récupéré une arme appartenant aux FARDC et ont également incendié deux motos avant de se retirer.

La bataille pour le contrôle de Bule se poursuit

En Ituri, la dynamique du conflit a été dominée par l'activisme de la CRP comme le mois précédent. Un affrontement violent entre la CRP et les FARDC a été signalé le 4 février à Bule, localité située à environ 10 kilomètres au sud-est de Fataki. À l'issue de ces combats, la CRP a repoussé les FARDC aux marges de la cité qu'elles contrôlaient depuis le 16 janvier 2026. Les FARDC ont lancé une contre-attaque le même jour, sans toutefois reprendre la cité. Selon les sources locales, deux civils soupçonnés de collaboration avec les FARDC auraient été tués par la CRP.

Deux autres attaques contre une position des FARDC ont été signalées le 10 et le 11 février à Bule.

FARDC et CRP se sont également affrontés à Sanzi, à 5 kilomètres au nord-ouest de Nizi, provoquant la mort d'un civil et la blessure grave de trois autres par balles perdues. Au total, quatre affrontements ont opposé la CRP aux FARDC pour le contrôle de la localité de Bule durant ce mois de février. A la fin du mois, son contrôle restait contesté, avec des positions à la fois de la CRP et des FARDC.

Outre les victimes collatérales des affrontements armés, la CRP pourrait être également responsable de morts violentes de civils dans le territoire de Djugu, notamment pour intimider les membres de la communauté Hema réticents à les soutenir. Le 7 février, au village de Sapali, situé à 1 km au nord-ouest de Bule, les habitants ont découvert huit corps sans vie. D'après les sources locales, les victimes seraient des membres de la communauté Hema qui refusaient de rejoindre leur cause.

Au mois de janvier, la CRP avait déjà tué le président de la société civile de Bule et enlevé celui de la Fédération des entrepreneurs du Congo (FEC). Tous deux appartenaient à la communauté Hema.

Entretemps, les FARDC continuent de suspecter l'armée ougandaise (UPDF) de soutenir la CRP. Lors de ce mois, ce soupçon s'est notamment renforcé du fait de la proximité observée entre la CRP et les UPDF dans la localité de Savo et de l'inaction des UPDF vis-à-vis de cette milice, y compris, lors de ses attaques contre les FARDC.

Note méthodologique

Le Baromètre sécuritaire du Kivu (Kivu Security Tracker – KST), un projet opéré par Ebuteli, documente et cartographie de la violence armée dans les provinces de l'est de la RDC (Ituri, Nord-Kivu et Sud-Kivu). Il se donne pour objectif de répertorier et trianguler tous les incidents de morts violentes de civils, d'affrontements, d'enlèvements et de kidnappings contre rançons perpétrés par les acteurs armés. Les données sont collectées et triangulées par un réseau de points focaux basés à travers l'est de la RDC et vérifiées avec d'autres sources.

À propos

Ebuteli est un institut congolais de recherche sur la politique, la gouvernance et la violence, basé à Kinshasa.

Site web : <https://ebuteli.org>

X (ex-Twitter) : [@ebuteli](https://twitter.com/ebuteli) | [@BarometreKST](https://twitter.com/BarometreKST)

Ce rapport a été réalisé grâce au financement du Département fédéral Suisse des affaires étrangères (DFAE) et de la Bridgeway Foundation. Son contenu relève de la seule responsabilité d'Ebuteli. Il ne reflète pas nécessairement les opinions de la Suisse et de la Bridgeway Foundation.



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral des affaires étrangères DFAE
Secrétariat d'Etat SEE-DFAE
Paix et droits de l'homme

